



Autorité environnementale

conseil général de l'Environnement et du Développement durable

www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr

Décision de l'Autorité environnementale, après examen au cas par cas, sur la modification du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour de l'établissement Euticals, à Bon-Encontre (47)

n° : F-075-16-P-065

Décision du 22 février 2017
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-17 du code de l'environnement

La formation d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable, qui en a délibéré le 22 février 2017,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R. 122-17 et R. 122-18 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016, portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° F-075-16-P-065 (y compris ses annexes) relative à la modification du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour de l'établissement Euticals, à Bon-Encontre (47), reçue de la direction départementale des territoires (DDT) de Lot-et-Garonne le 28 décembre 2016 ;

Considérant les caractéristiques du plan à modifier :

- qui a été approuvé en 2010,
- qui porte sur les effets thermiques et de surpression liés à un accident éventuel,
- qui ne transcrit pas entièrement le guide méthodologique national relatif aux PPRT, en ce que les prescriptions de travaux portant sur l'effet thermique en secteur « R1 » ne visent que les activités, et non les habitations, alors qu'une habitation existe dans ce secteur, et existait déjà, d'après les informations fournies par le pétitionnaire, à la date d'élaboration du PPRT,
- dont la modification prévue consiste à corriger cette imprécision ;

Considérant les caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée, en particulier :

- l'amélioration de la protection des populations et de leur santé, apportée par l'extension de la prescription de travaux,
- l'absence d'autres impacts environnementaux prévisibles, dans ce secteur de l'agglomération d'Agen ;

Décide :

Article 1^{er}

En application de la section deux du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, la modification du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour de l'établissement Euticals, à Bon-Encontre (47), présentée par la direction départementale des territoires (DDT) de Lot-et-Garonne, n° F-075-16-P-065, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la formation d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable.

Fait à la Défense, le 22 février 2017,

Le président de l'autorité environnementale
du conseil général de l'environnement
et du développement durable.



Philippe LEDENVIC

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du IV de l'article R. 122-18 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Monsieur le président de l'autorité environnementale
Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer
Conseil général de l'Environnement et du Développement durable
Autorité environnementale
92055 La Défense CEDEX

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :

Monsieur le président du tribunal administratif de Cergy-Pontoise
2-4 Boulevard de l'Hautil
BP 30 322
95 027 Cergy-Pontoise CEDEX